Markaz al-dirāsāt al-siyāsiyya wal-istrātijiyya bil-Ahrām, *Al-ḥāla l-dīniyya fī Miṣr*, al-Qāhira, 2e éd., 1997. 21 × 27 cm, 389 p.

Les conseillers, les codirecteurs et les chercheurs du Centre d'Études politiques et stratégiques du quotidien cairote *Al-Ahrām* ont rassemblé dans ce *Rapport sur la situation religieuse en Égypte* (1995) une documentation quasi exhaustive en la matière, avec une objectivité qui fait honneur à ce centre, ainsi qu'au journal qui le soutient. L'introduction du conseiller ʿAbd al-Munʿim Saʿīd et la longue présentation de Nabīl ʿAbd al-Fattāḥ disent assez quelle fut l'intention de ceux qui en prirent l'initiative et en suivirent l'élaboration. Le *Rapport* se divise en quatre parties principales : les institutions officielles, les mouvements religieux non officiels, les activités d'initiative privée faisant appel au volontariat et, enfin, les relations et les interactions.

La première partie traite des institutions religieuses officielles. Du côté musulman, il y a d'abord l'université d'al-Azhar (p. 27-58), puis le ministère des Awqāf (p. 59-72) et enfin l'institution de Dār al-Iftāʾ (p. 73-80). S'agissant de l'université d'al-Azhar le rapport en rappelle l'historique, depuis sa fondation en 972, avec la liste intégrale de ses recteurs (*šayḫs*) de 1656 à 1995 (nom, école canonique, préparation et fonctions, rayonnement scientifique, attitudes politiques), en souligne l'importance culturelle et religieuse et en décrit les divers organismes, avant d'en détailler les activités au cours de l'année 1995 (activités du recteur, du Conseil supérieur, de l'Académie des sciences islamiques, de la direction culturelle, du comité de la *fatwā*, de la revue (*Maǧallat al-Azhar*), de l'Université elle-même et de son réseau d'écoles primaires et secondaires). Le ministère des Awqāf est présenté dans son évolution historique et son cadre juridique, analysé en ses structures administratives et décrit dans le fonctionnement de ses diverses « directions » (*daʿwa*, mosquées, bienfaisance, Conseil supérieur). Quant à Dār al-Iftāʾ, il en est précisé l'évolution historique, le cadre juridique et l'ensemble des activités de son muftī.

Du côté chrétien, cette même première partie traite, tour à tour, de l'Église copte orthodoxe (p. 81-104), de l'Église catholique en Égypte (p. 105-120) et de l'Église évangélique en Égypte (p. 121-132). La première est longuement présentée dans sa continuité historique (liste intégrale des patriarches, de saint Marc à nos jours), dans son cadre juridique officiel, dans son cadre institutionnel et canonique et dans sa répartition géographique. Le rapport analyse les diverses phases des rapports entre cette Église et l'État (« entente historique », « harmonie stratégique », « harmonie tactique »), ce qui permet de préciser l'ampleur des activités de l'Église copte et de ses responsables dans la vie scientifique, culturelle et économique du pays. L'Église catholique est ensuite décrite dans la variété de ses communautés et dans la diversité des services qu'elle rend à la société égyptienne. Il en est de même pour l'Église évangélique dont le rapport détaille l'histoire, les structures et les activités. Le tout s'achève par une étude monographique sur le monachisme, la consécration sacerdotale et le volontariat dans les Églises (p. 123-158).

La 2e partie envisage les mouvements religieux non officiels en trois chapitres successifs qui ont pour titres « la *Ǧamāʿa* des Frères musulmans » (p. 163-180), « Les *Ǧamāʿāt* islamiques

BCAI 15 (1999) Collectif: Al-ḥāla al-dīniyya fī miṣr . Édité par Markaz al-dirāsāt al-siyāsiyya wal-istrātijiyya bil-Ahrām, recensé par M. Borrmans
© IFAO 2025 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net

" radicales " » (p. 181-207) et « Les islamistes de l'extérieur et les Coptes de la diaspora » (p. 209-228) ». Le rapport étudie l'évolution de l'organisation des Frères musulmans, les tendances intellectuelles de ses leaders, le « double discours » de ceux-ci et les contradictions de leur pratique politique. Les organisations « radicales » sont plus particulièrement présentées dans leur diversité : la *Ǧamāʿāt al-muslimīn* et les groupes appelés *al-Fanniyya al-ʿaskariyya, al-Ǧihād* et la *Gamāʿa islāmiyya.* Un tableau des plus précis sur les situations de violence est fourni à cette occasion (p. 193-207). Quant aux islamistes de l'extérieur, il en est décrit la diversité et les formes d'intervention. L'émigration des Coptes est enfin analysée dans ses causes et ses manifestations dans la diaspora.

La 3e partie s'intéresse aux associations de caractère privé, qu'elles soient musulmanes (p. 233-246), chrétiennes (p. 247-272) ou de caractère soufi (p. 273-286). Dans chacun des trois chapitres, le rapport fournit la liste desdites associations ou confréries (historique, situation juridique, activités culturelles et éducatives). Et pour chaque chapitre, une étude monographique approfondie est présentée sur une association représentative du genre : l'Association Šarā'iq d'entraide pour ceux qui travaillent au service du Livre et de la sunna, dans le premier cas; la Caritas et l'Association des « ramasseurs d'ordures », dans le deuxième cas; la confrérie Ḥāmidiyya Šāḏiliyya, dans le troisième cas.

La 4e partie, qui a pour titre « Relations et interactions », se développe en quatre chapitres qui analysent la politique des « courants islamistes » lors des élections de 1995 (p. 291-306), la présence des Coptes à ces mêmes élections (p. 317-332), le « discours religieux institutionnel » (p. 333-358) et la presse religieuse en 1995 (p. 359-364), qu'elle soit musulmane ou chrétienne. Le rapport tend à une étude comparative. À partir d'un groupe de concepts-clés, le discours des institutions islamiques et des institutions chrétiennes est analysé en fonction de son caractère « ouvert » ou « fermé », toutes choses qui permettent de mieux discerner la relation entre l'État, la religion et la société civile selon des points de vue très différents, qu'ils soient musulmans ou chrétiens. Le livre s'achève alors par des glossaires très utiles, relatifs au vocabulaire spécifique des uns et des autres (p. 371-389).

Il convient de louer le centre d'études d'*Al-Ahrām* pour cette étude approfondie de la société égyptienne dans ses dimensions religieuses, étude qui se veut une chronique et un bilan tout à la fois, en même temps qu'une approche comparative des institutions, des associations et des activités de caractère musulman ou d'esprit chrétien. On ne peut qu'y admirer l'ampleur de l'information, la rigueur de l'analyse et la relative impartialité du jugement, car il n'est pas facile d'analyser une société où s'entrecroisent mille facteurs économiques, culturels, religieux et politiques. Certains diront que la présente étude fait la part trop belle aux Coptes, mais n'était-il pas nécessaire de rappeler par là que ceux-ci constituent une composante essentielle de la société égyptienne ? Au terme, cet ouvrage s'avère donc constituer, désormais, une référence indispensable pour toute étude ultérieure sur les rapports entre musulmans et chrétiens en Égypte. Il serait souhaitable qu'il soit traduit tant en anglais qu'en français, vu l'exemplarité du modèle égyptien en ce domaine.

Maurice Borrmans
(PISAI, Rome)

BCAI 15 (1999) Collectif: Al-ḥāla al-dīniyya fī miṣr . Édité par Markaz al-dirāsāt al-siyāsiyya wal-istrātijiyya bil-Ahrām, recensé par M. Borrmans
© IFAO 2025 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net

Abdel Salam SIDAHMED, *Politics and Islam in Contemporary Sudan.* Curzon Press, Richmond, 1997. 250 p.

Ce livre constitue une excellente mise au point de la situation politique et idéologique du Soudan. Il se subdivise en sept chapitres, correspondant aux sept périodes de l'histoire contemporaine du pays : le Condominium, les trois périodes parlementaires et les trois périodes de dictature militaire. Un résumé de l'histoire politique et économique interne constitue la trame sur laquelle l'auteur développe les aspects idéologiques correspondant à chaque période. Dans ce résumé seulement, se révèle la bonne connaissance qu'a l'auteur de l'histoire et du milieu soudanais : rien d'essentiel n'est omis, mais en même temps le lecteur n'est pas noyé dans les détails d'une histoire aux péripéties multiples et déconcertantes. Les notes, abondantes et renvoyées en fin de volume, fournissent indirectement une bibliographie plus que suffisante pour les ouvrages de langue arabe et anglaise, mais elle est malheureusement dépourvue de références en d'autres langues, française en particulier.

L'essentiel de l'apport de l'ouvrage se situe donc dans l'analyse des idéologies à l'œuvre dans chaque période. Les positions des uns et des autres sont soigneusement analysées à travers des exemples représentatifs et ramenées (au moins pour les Nordistes), à la situation socio-économique de ceux qui les soutiennent.

De 1898 à 1954, sous le Condominium, les chefs « nationalistes » ne surent pas développer de véritables programmes de pouvoir. Les seuls partis idéologiques étaient le parti communiste et celui des Frères musulmans, à l'époque sans grande influence. Au pouvoir pendant la première période parlementaire de 1954 à 1958, les partis dits traditionnels (parce que issus essentiellement de l'influence de deux confréries religieuses) étaient libéraux et laïcs, mais par pragmatisme et sans doctrine précise. La première dictature militaire de 1958 à 1964 fut tout aussi pragmatiste sur le plan idéologique, mais eut le tort de tenter l'arabisation et l'islamisation forcée du Sud-Soudan (p. 72, 82), ce qui déclencha une guerre civile. L'auteur souligne bien les erreurs des gens du Nord et même leur racisme (p. 53). Le premier gouvernement transitoire et la période parlementaire qui suivit (1964-1969) est marquée surtout par la montée des communistes et leur élimination du pouvoir par une coalition des forces traditionnelles. Elles ne se rendent pas compte qu'elles sont déjà idéologiquement menées par les Frères musulmans qui mettent en avant les thèmes pro-islamiques. La dictature de Numeiri (1969-1985), quoique se disant socialiste et qui est appuyée au début par les communistes, va éliminer ces derniers. Si elle réussit à faire la paix dans le Sud (1972), elle ne propose rien d'autre que des slogans et le désastre économique. Le plus clair résultat de la « réconciliation » avec les forces de droite (1977), est de livrer le pays à un immense noyautage islamiste. Il est mené de main de maître par Hasan al-Turabi, qui n'hésite pas à infléchir ses thèmes idéologiques tantôt pour s'assurer l'alliance des forces traditionnelles, tantôt pour se rallier les femmes, tantôt encore pour pénétrer les rouages du régime décrié de Numeiri, etc. Ce dernier s'est lancé dans une islamisation désespérée (1983) qui ne lui évitera pas la chute. Au cours de la troisième période parlementaire (1985-1989), les islamistes, qui contrôlent une bonne partie du système bancaire,

BCAI 15 (1999) Collectif: Al-ḥāla al-dīniyya fī miṣr . Édité par Markaz al-dirāsāt al-siyāsiyya wal-istrātijiyya bil-Ahrām, recensé par M. Borrmans
© IFAO 2025 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net